



Renault Lardy
(centre d'ingénierie)

Pour Lardy aujourd'hui, comme pour le « monde d'après » : il faut défendre nos intérêts de travailleurs !

Sous la pression des salariés, des élus CGT et de l'inspection du travail, la direction vient à peine de mettre en place certaines mesures pour limiter le risque de propagation du virus parmi les salariés obligés de venir travailler depuis maintenant 4 semaines sur le site de Lardy en pleine pandémie de Covid-19.

Une pétition demandant la suspension des activités en présence sur le site de Lardy a été remise à la direction en fin de semaine dernière. Plus de 450 salariés demandent la suspension de ces activités, non essentielles à la population dans la situation actuelle.

Les mesures qui ont été prises par la direction (distribution de masques, réduction du nombre de bancs moteur en activité) ne réduisent bien sûr par le risque de contamination à néant : c'est le confinement de la population qui est considéré par les scientifiques comme la solution pour contenir l'épidémie.

En plus de la situation sanitaire actuelle, le patronat et le gouvernement préparent « le monde d'après ». Derrière la supposée conversion du Président Macron à la défense des services publics et à la lutte contre les inégalités, ce sont les attaques concernant nos congés, notre temps de travail qui constituent les premiers actes que nous avons à affronter.

Remise de la pétition demandant la suspension des activités en présence à Lardy

La situation sur le site de Renault-Lardy est toujours la même : des centaines de salariés sont tenus de venir chaque jour pour travailler sur des projets de développement moteurs et véhicules qui n'ont rien d'essentiel à la population dans la situation actuelle.

Beaucoup viennent **la peur au ventre**, craignant d'attraper le virus et de le transmettre à leur famille.

La semaine dernière, nous avons remis à la direction de Renault la pétition demandant la suspension des activités en présence sur le site de Lardy. **Elle a recueilli plus de 450 signatures**, un très haut niveau, d'autant plus que de nombreux salariés sont en télétravail. Nous sommes très nombreux à penser que la fermeture du centre est nécessaire. Ce n'est malheureusement pas le cas de la direction qui n'a même pas daigné répondre à notre mail. La responsabilité des directeurs Métier et Projets dans cette décision semble primordiale, eux qui veulent continuer certains projets « quoi qu'il en coûte », même s'il s'agit de la santé des salariés et de leur famille.

Des mesures sanitaires toujours insuffisantes à Lardy

Les interventions des salariés sur site (droits de retrait, rassemblement de plus de 80 personnes vendredi 27 mars devant le centre), le droit d'alerte exercé par les élus CGT, l'interpellation de l'inspection du travail, etc. ont poussé la direction à prendre quelques mesures ces derniers jours :

- Mise à disposition de masques
- Baisse du nombre de bancs tournants dans certaines ailes de bancs.

Les mesures actuelles ne sont pas suffisantes (absence de distribution de gel hydroalcoolique, disponible uniquement aux accueils et restauration, absence de désinfection des outils communs, des réfectoires, etc.).

Il y a eu plusieurs suspicions de cas de Covid-19 parmi des salariés venus travailler sur le site depuis le début du confinement (nous en avons relevé 9, dont 3 se seraient révélés être d'autres pathologies). Face à cela, la direction n'a pas fermé les bureaux, ateliers ou ailes de bancs dans lesquels les salariés avaient travaillé. Au Technocentre, elle avait fermé pendant une semaine l'atelier MQP11 suite à une suspicion de Covid-19, pourquoi une telle différence de traitement ?

Dans certains sites industriels, Renault installe des caméras thermiques pour détecter les salariés avec de la fièvre et a déjà fourni du gel hydroalcoolique : pourquoi rien n'est mis en place à Lardy alors que des centaines de salariés viennent chaque jour au travail actuellement ?

Au-delà du fait qu'il a fallu 3 semaines pour prendre ces mesures alors que plus de 300 salariés venaient chaque jour sur le site (d'après les derniers chiffres fournis par la direction), **le confinement reste la solution des médecins et des scientifiques pour éviter la propagation du virus : les activités menées sur le site ne sont pas essentielles à la population dans la situation actuelle, il faut les suspendre !** Que penser de la fourniture de matériel comme des masques, des gants, du gel hydroalcoolique sur un site comme Lardy alors qu'il en manque dans les hôpitaux, dans les EHPAD, etc. ?

Le Danger Grave et Imminent déposé par les élus CGT le 18 mars est toujours en cours, cela fait bientôt un mois ! C'est maintenant à l'inspection du travail de se prononcer après une première série de questions qu'elle a posées à la direction. Nous lui avons fait part de nos remarques sur la situation actuelle.

« Le monde d'après » : temps de travail explosé et vacances menacées ?

Les déclarations du président du MEDEF, G. Roux de Bézieux, comme celles du Premier Ministre, E. Philippe, des ministres de l'économie, B. Le Maire, et des comptes publics, G. Darmanin, laissent peu de doutes sur la volonté du patronat et du gouvernement **de faire payer aux salariés les conséquences de la crise sanitaire**. Chez Renault, un accord signé par la CFTD, la CFE-CGC et FO prévoit la possibilité de rogner sévèrement nos congés d'été, de nous faire travailler les samedis et d'augmenter le temps de travail tout au long de l'année 2020.

Une pilule sacrément amère qui n'a rien d'un remède contre le Covid-19 ! Pour tenter de faire passer cette pilule, la direction de Renault a finalement annoncé qu'elle renonçait à verser les dividendes 2020 et qu'elle baissait les rémunérations des plus hauts dirigeants de 25%... sur le 2ème trimestre ! On nous imposerait donc des mesures toute l'année (puisque l'accord s'applique jusqu'au 31 décembre) et, pour nos grands dirigeants, il ne s'agirait que d'un trimestre ?

Au-delà de ces maigres concessions faites sous la pression sociale, comment expliquer la situation de Renault après 21 milliards d'euros cumulés de bénéfices depuis 2011 ? Certes, Carlos Ghosn et les actionnaires sont passés par là (le premier est soupçonné d'avoir détourné des centaines de millions et les autres ont cumulé 5,6 milliards d'euros de dividendes depuis 2011)... Et pourtant, il resterait 15,8 milliards de réserves de liquidités !

Alors, pourquoi nous piquer nos congés, pourquoi prévoir de sacrifier nos samedis après la période déjà difficile du confinement. Et que dire de la situation de ceux qui sont obligés de risquer leur santé et celle de leur famille en venant travailler sur le site et qui sont en plus soumis à ces pertes de congés et aux menaces des mois à venir (y compris des risques de licenciements, notamment pour les sous-traitants) ?

La crise sanitaire actuelle démontre à quel point les politiques de réduction des coûts, de casse de service public, de chasse effrénée aux profits, nous mènent au bord du gouffre. Hors de question de laisser les mêmes décideurs poursuivre ces choix mortifères. Nous devons nous préparer à réagir collectivement à la fin de cet épisode dramatique. Dès maintenant, discutons, échangeons, informons-nous.

Si vous voulez recevoir nos tracts et informations ou nous joindre, envoyez un mail à cgt.lardy@renault.com

N'hésitez pas à faire circuler ce tract à vos collègues que cela pourrait intéresser. Vous pouvez également nous retrouver sur Facebook : **CGT.RENAULT.LARDY91**

CORONAVIRUS: LA DURÉE DU TRAVAIL PORTÉE JUSQU'À 60 HEURES PAR SEMAINE DANS CERTAINS SECTEURS

